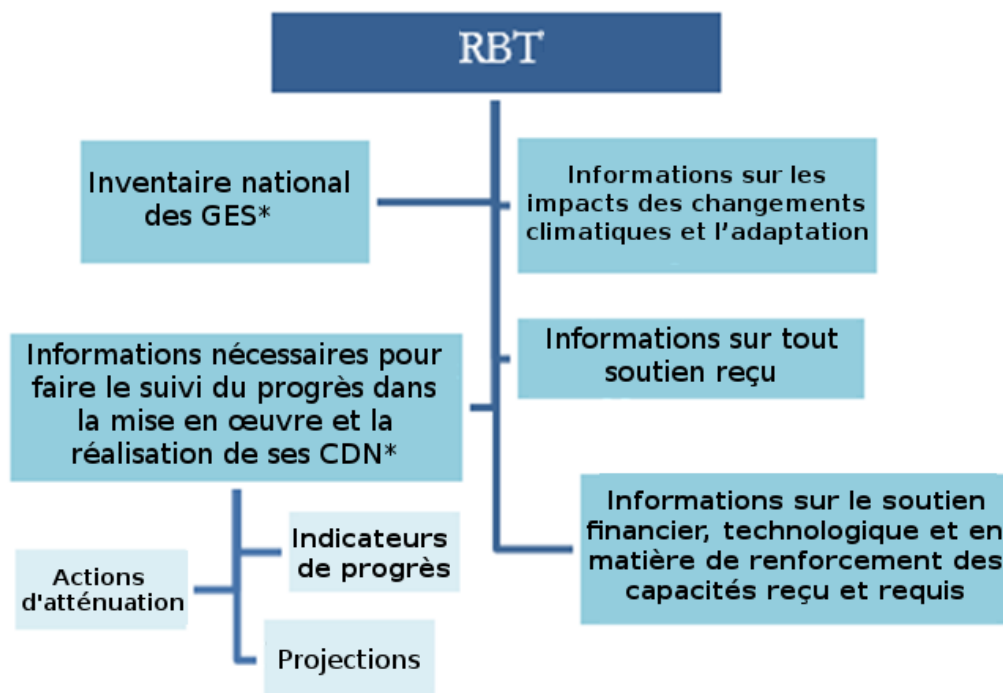


Le **rapport biennal sur la transparence** (RBT), qui remplacera le rapport biennal actualisé (RBA, BUR pour son sigle en anglais), fournira des informations sur les progrès accomplis par les Parties dans la mise en œuvre et la réalisation de leurs contributions déterminées au niveau national (CDN) selon l'Accord de Paris. Ces rapports doivent être soumis à la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC) tous les deux ans. Un RBT et une communication nationale (CN) réalisés au cours de la même année peuvent être combinés en un seul rapport. Le contenu du RBT se recoupe en partie avec celui du BUR. Certains éléments sont obligatoires (dispositions « doivent »), tandis que d'autres sont demandés (dispositions « devraient »). Les modalités, procédures et lignes directrices (MPG) prévoient des dispositions de flexibilité pour les pays en développement qui en ont besoin compte tenu de leurs capacités. Ces dernières visent à réduire l'effort de notification pour ces pays, en leur permettant d'améliorer leurs capacités au fil du temps. Par exemple, ils sont autorisés à communiquer des informations moins nombreuses ou moins détaillées tant que leurs capacités sont limitées.

La figure ci-dessous présente les éléments clés à considérer dans les RBT des pays en développement. Les éléments marqués d'un astérisque (\*) sont obligatoires. Le texte donne des précisions sur le statut des éléments (obligatoire, demandé, volontaire) et sur les éléments pour lesquels une certaine flexibilité est possible.



D'après les MPG, les pays en développement sont tenus de fournir les informations suivantes dans le cadre du RBT:

- un rapport de l'inventaire national des GES, de 1990 à l'année la plus récente déclarée, qui ne doit pas être antérieure de plus de deux ans à l'année de soumission du RBT (élément obligatoire, flexibilité pour l'année de référence et la dernière année considérée, qui peut être antérieure de trois ans);
- les informations nécessaires au suivi des progrès accomplis dans la mise en œuvre et la réalisation des CDN (obligatoire). Cela inclut des informations sur les politiques et mesures d'atténuation (obligatoire), les indicateurs de progrès (obligatoire) et les projections (obligatoire, mais seulement encouragé pour les pays en développement ayant besoin de flexibilité);
- des informations sur le soutien requis et reçu en matière de financement, de transfert de technologies et de renforcement des capacités, y compris au moins un aperçu du soutien financier fourni par le Fonds pour l'environnement mondial (FEM, ou GEF en anglais), les sources bilatérales et les sources multilatérales (y compris, le moment venu, le Fonds vert pour le climat, ou GCF en anglais), notamment pour la préparation du RBT actuel (obligatoire demandé). Reportez-vous à l'encadré « Ressources financières » pour de plus amples informations; et
- des informations sur les effets des changements climatiques et sur l'adaptation à ces changements (informations demandées ou dispositions « devraient »).

Pour chacun des points ci-dessus (lorsqu'ils sont inclus dans le RBT), il convient d'inclure également une description des dispositions institutionnelles.